



HAL
open science

Le Japon par lui-même. 1. Repenser l'histoire

Karoline Postel Vinay, Yves Bougon

► **To cite this version:**

Karoline Postel Vinay, Yves Bougon. Le Japon par lui-même. 1. Repenser l'histoire. Critique Internationale, 1998, 1 (1), pp.54-59. 10.3406/criti.1998.1354 . hal-03462458

HAL Id: hal-03462458

<https://sciencespo.hal.science/hal-03462458>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le Japon par lui-même

1. Repenser l'histoire

par Karoline Postel-Vinay
et Yves Bougon

Cet article est le premier d'une série qui se poursuivra à intervalles réguliers. Karoline Postel-Vinay et Yves Bougon y aborderont les débats qui renouvellent de manière spectaculaire, depuis quelques années, la vision des Japonais sur leur propre société.



Le cours de la recherche

La production intellectuelle japonaise reflète de manière récurrente, depuis quelques décennies, deux préoccupations en partie liées. La première correspond à une volonté de se démarquer des penseurs occidentaux et d'affirmer une sorte d'« exception culturelle » face à la prédominance internationale de problématiques définies aux États-Unis ou en Europe. La seconde vise à se distancier vis-à-vis d'une historiographie nationale qui tend à idéaliser l'ère Meiji (1868-1912) en valorisant à la fois la modernisation à l'occidentale dont cette époque fut le témoin et la

vision unifiée et centralisante du Japon qui commença alors à s'imposer. Le débat sur la modernité japonaise, qui a été lancé dans l'archipel au début des années soixante, illustre bien cette double préoccupation. Dans l'immédiat après-guerre, et encore quelques années après la fin de l'occupation américaine du Japon (1945-1951), la relecture de l'histoire japonaise selon des grilles d'analyse conçues outre-Pacifique offrait une véritable libération intellectuelle. Mais, avec l'affirmation de la démocratie japonaise, ce patronage occidental a commencé à montrer ses limites. En particulier, la définition de la modernisation dans les termes du développementalisme politique semblait peu apte à saisir la complexité de l'expérience japonaise. La confusion, qui a d'ailleurs encore cours, entre « modernisation » et « occidentalisation » du Japon paraissait également réductrice. Nombre d'historiens, de sociologues, de politologues se sont alors lancés dans une entreprise de réhabilitation du Japon d'avant Meiji, et en particulier de la période d'Edo (1603-1868), une période qui recouvre en réalité des séquences historiques très variées mais dont le trait d'union est la politique gouvernementale de fermeture du pays. Cette fermeture aurait accompagné un processus de modernisation que l'on pourrait qualifier de « japonais », ou tout du moins de « non occidental », et dont devrait tenir compte l'analyse du fait moderne au Japon.

L'intérêt pour Edo s'est traduit depuis une dizaine d'années par une multiplication de travaux socio-historiques sur la formation du Japon moderne. Plus qu'un intérêt pour une période historique, c'est donc d'autres manières d'observer qui se sont développées, d'autres champs de réflexion qui ont été investis. Au-delà d'Edo, les approches sociologiques, voire géo-sociologiques, et anthropologiques, ont pris une importance croissante dans les travaux des historiens. Un des représentants les plus influents et les plus inventifs de cette tendance est Amino Yoshihiko¹, qui s'est consacré à la période médiévale. Amino a entrepris la longue tâche de déconstruire la théorie de la japonité, qui présente le Japon comme une entité monolithique et homogène, où la riziculture et le monde agricole en général occupent une place prédominante. En mettant en lumière l'organisation matérielle de la société médiévale, il a montré l'importance des populations non agricoles, liées à la mer et à la montagne, et celle des réseaux marchands dans la genèse de l'urbanisation japonaise, puis dans la texture sociale du politique. Il a mis en évidence la pluralité des espaces de l'histoire japonaise – à commencer par l'espace des paysans, des seigneurs et des rapports féodaux, et celui des populations non agricoles – et a contribué, dans une perspective de temps long, à la présentation d'un Japon polymorphe, aux modernités multiples. Depuis un ou deux ans, l'œuvre d'Amino connaît une popularité qui dépasse les seuls cercles universitaires et touche le grand public². Ce fait est significatif si l'on considère que, dix ans auparavant, les librairies du pays étaient encore inondées d'« essais sur les Japonais » (*nihonjin-ron*), défendant l'idée de la singularité du Japon, de son insularité absolue, de son caractère a-temporel, doté d'une Histoire mais non d'histoires.

Les analyses historiques, anthropologiques, sociologiques, et également économiques commencent donc à transformer les représentations collectives du Japon. Cette évolution apparaît nettement dans les nouveaux débats notamment autour de la régionalisation et de la globalisation. Les travaux de deux spécialistes d'histoire économique, Kawakatsu Heita et Hamashita Takeshi, en témoignent. Leurs écrits, dont le rayonnement s'étend bien au-delà de la sphère universitaire, reflètent une volonté, très répandue dans l'archipel, de mener la recherche d'un point de vue japonais, voire asiatique, sur les transformations historiques de cette partie du monde. Kawakatsu et Hamashita se sont l'un et l'autre intéressés au rôle des réseaux marchands dans la formation de la région Asie, autour des deux grandes vagues d'arrivée des Occidentaux, au seizième, puis au dix-neuvième siècle³. L'un et l'autre se sont opposés à la définition d'une économie-monde capitaliste dont le processus de formation impliquerait, en quelque sorte, l'« absorption » de l'Asie orientale. Plus précisément, leurs travaux sont partis d'une remise en cause des notions historiographiques d'« impact » occidental et de « réponse » asiatique. Cette position critique vise donc certains aspects de la théorie des « systèmes-monde » développée par Immanuel Wallerstein (dans *The Modern World-System*, traduit en

japonais en 1981). Kawakatsu et Hamashita soulignent l'importance des échanges commerciaux à l'intérieur de l'Asie, et, en fait, la réalité d'une économie régionale, bien avant la formation du système-monde européen tel que l'a décrit Wallerstein en s'inscrivant dans le « long seizième siècle ». De là découle une relecture de la régionalisation asiatique comme processus historique, mais aussi comme phénomène contemporain : la profondeur historique de l'expérience asiatique (dans ce qui la différencie de l'expérience européenne) apparaît nécessairement dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'« asiatisation »⁴, et dans l'articulation entre cette nouvelle dynamique régionale et la globalisation.

On l'a déjà dit, la volonté des intellectuels japonais d'échapper à l'occidentocentrisme n'est pas un fait nouveau. Mais l'originalité d'auteurs comme Kawakatsu et Hamashita est de choisir cette démarche non pas pour étudier le Japon, et uniquement le Japon, mais l'Asie orientale dans son ensemble, en invitant éventuellement d'autres Asiatiques à partager leur point de vue. Cependant, on notera également que Kawakatsu et Hamashita, comme bon nombre d'auteurs japonais avant et après eux, ont du mal à totalement s'affranchir du système de références occidental. L'un et l'autre doivent d'abord se démarquer de Wallerstein pour ensuite proposer leur propre vision de la formation de l'économie-monde. Un auteur aussi indépendant que semble l'être Amino Yoshihiko a néanmoins été visiblement influencé par Fernand Braudel et l'école des *Annales*. En outre, dans cette importante production d'écrits critiques – critiques par rapport à une lecture occidentale de l'expérience japonaise ou nippo-asiatique – rares sont les références faites à d'autres auteurs d'Asie orientale (non japonais). À la réflexion, quoi de moins étonnant ? Jusqu'à récemment, tous les pays voisins du Japon étaient sous l'emprise d'un autoritarisme peu propice à une activité intellectuelle digne de ce nom : on était là très loin de la société démocratique japonaise, où cette activité, dans ses différentes manifestations, est une des plus intenses du monde⁵. Ce fait mérite d'être souligné car il montre les limites qui ont existé jusqu'ici à un véritable dialogue asiatique sur l'Asie. Or la situation politique dans plusieurs pays de la région est en train d'évoluer et les travaux japonais commencent à rayonner au-delà de l'archipel.

Alors que Hamashita et Kawakatsu ont adopté au départ des perspectives très proches, leurs derniers ouvrages⁶, publiés la même année, donnent la mesure de la distance qui les sépare désormais. Un des principaux sujets de divergence est l'analyse de la période dite de « fermeture » du Japon (la période d'Edo) et sa signification par rapport au processus de formation de la région asiatique. Dans l'historiographie héritée de Meiji, le « pays fermé » ou *sakoku* évoque un isolement qui se conjugue volontiers avec l'ignorance et l'obscurantisme, et qui ne prend fin qu'avec l'ouverture à l'Occident. Les travaux de réhabilitation de la période d'Edo cherchent précisément à critiquer une telle vision. Kawakatsu reprend à son compte

cette critique, non plus en termes sociologiques ou politiques, mais économiques. Selon lui, la politique de fermeture menée par les Tokugawa ne correspondait pas à un repli, voire à une régression, mais au contraire à une politique constructive visant à donner au Japon une autonomie économique face à la domination marchande chinoise. Aussi n'y aurait-il pas vraiment de rupture – du moins doit-on relativiser l'importance de celle-ci – entre le Japon d'Edo et celui de Meiji. La greffe, à la fin du dix-neuvième siècle, du système industriel occidental n'aurait pu réussir sans la réorganisation de la production menée sous les Tokugawa. Kawakatsu fonde sa démonstration non pas sur l'étude des relations politiques et diplomatiques, comme on le fait couramment pour justifier la périodicité de l'histoire japonaise, mais en privilégiant une problématique qu'il qualifie de « maritime ». Les échanges dans la mer de Chine, dominés par les réseaux marchands chinois, en amenant le Japon à créer un espace économique autonome (le « système » *sakoku*), l'auraient, en fin de compte, entraîné sur la voie d'une modernité spécifique. En poussant son raisonnement plus loin, pratiquement jusqu'aux confins de la métaphore, Kawakatsu soutient que c'est aussi dans l'Asie maritime, cette fois turco-islamique et non chinoise, que l'on doit chercher les prémisses du système-monde européen⁷. D'où les toutes premières lignes de son livre : « La modernité est née de la mer d'Asie. Plus exactement, une nouvelle civilisation est apparue au Japon et en Europe, sous la forme d'une réponse à un impact venu de la mer asiatique. » (*Bummei-no...*, p. 3).

L'analyse de Hamashita est, dans un sens, beaucoup plus radicale. C'est en effet la réalité même de *sakoku* que l'historien remet en cause. Il est vrai que l'expression « fermeture du pays » a été inventée après Edo, par les historiens de Meiji ; les Tokugawa eux-mêmes ne l'employaient pas pour décrire leur politique de contrôle des échanges extérieurs. Il est vrai également que ces échanges n'ont pas été entièrement suspendus : les Néerlandais, ainsi que la Corée et le royaume des Ryûkyû, étaient en contact avec le gouvernement japonais. Mais surtout, selon Hamashita, la notion de *sakoku* perd de son sens si l'on tient compte de la continuité des échanges économiques et de leur signification régionale. Le système du tribut développé par la Chine impériale aurait assuré cette continuité. Hamashita a montré, avec force recherches dans les archives commerciales chinoises, comment le système tributaire, au-delà de sa fonction politique, était avant tout une organisation marchande remarquablement performante. Le principe du tribut était non pas, pour les pays dits soumis (Japon, Corée, etc.), d'offrir simplement, et unilatéralement, des cadeaux à l'Empire du Milieu, mais d'en offrir *en échange* d'autres cadeaux. Il s'agissait donc bien de transactions commerciales, mais dont les termes, à la fois financiers et protocolaires, étaient définis par Pékin. Ce mode commercial, chargé de règles ayant diverses significations symboliques et politiques, s'est par ailleurs diffusé en Asie orientale, engendrant des sous-systèmes tributaires – par exemple entre le Japon, la Corée et les Ryûkyû – à l'intérieur du

système régional sino-centré. Enfin les marchands européens ont dû, eux aussi, respecter les règles du tribut pour pouvoir accéder au marché asiatique. Hamashita note que, si le système du tribut a évolué dans ses termes, il s'est néanmoins maintenu par-delà l'histoire événementielle, et bien avant dans le dix-neuvième siècle. Ce serait finalement moins l'attrait pour le mode économique occidental que la position de domination des réseaux marchands chinois qui aurait amené le Japon de Meiji à essayer de sortir du système tributaire. Pour Hamashita, la question de la centralité de la Chine (et de la difficulté d'y échapper) reste d'ailleurs d'actualité. On retrouve là l'écho du débat sur la pertinence d'une conception hiérarchique de l'Asie dans la construction régionale.

On voit que cette divergence d'analyse quant à la réalité de la « fermeture » du Japon pendant près de deux siècles recouvre deux visions distinctes, si ce n'est opposées, de l'Asie orientale. En défendant la thèse de la formation d'un espace économique japonais autonome (une sorte de système-monde qu'il appelle système-*sakoku*), Kawakatsu reprend à son compte la coupure historiographique classique « Occident/Asie/Japon ». Cette coupure est également présente dans la fameuse vision de la « Triade », composée d'un pôle européen, un pôle américain, et d'un troisième, généralement défini par « le Japon et l'Asie ». Kawakatsu donne une profondeur historique à l'idée que le Japon serait fondamentalement distinct du reste de l'Asie, sans que cette différence soit, pour autant, incompatible avec des échanges régionaux. Mais la définition japonaise de l'échange régional est alors nettement orientée vers le sud-est, et non vers le nord-est de l'Asie. L'absence de la Chine est en effet remarquable dans la réflexion de Kawakatsu, et c'est un point essentiel de différence avec les derniers écrits de Hamashita. L'Asie de Hamashita est, sans aucun doute, tournée vers le Nord. Mais elle est aussi beaucoup plus déstructurée que celle de Kawakatsu. Si ce dernier s'intéresse à l'Asie maritime, où « un » espace océanique s'oppose à « un » espace continental, Hamashita observe plutôt une sorte de polyptique aux multiples thèmes marins. Il voit dans l'apparition actuelle de nombreux pôles d'échanges, du nord au sud de l'Asie orientale, la résurgence de pratiques politico-commerciales locales, compatibles avec un ordre régional défini de manière suffisamment lâche. Les passerelles entre la réflexion historique et les questions d'actualité, que proposent tant Hamashita que Kawakatsu, sont en réalité très nombreuses. On comprend que ces batailles d'historiens aient un tel succès auprès du public japonais.

1. On doit au japonologue Pierre Souyri d'avoir présenté pour la première fois en France les travaux de cet historien : Amino Y., « Les Japonais et la mer », *Annales*, mars-avril 1995. Rappelons que l'ordre des noms de personne en japonais est inversé par rapport à la pratique européenne : Amino est le nom de famille.
2. Son dernier ouvrage, qui présente ses principales hypothèses, a bénéficié d'une importante couverture médiatique : *Nibon shakai-no rekishi* (Histoire de la société japonaise), Tokyo, Iwanami shinsho, 1997, 3 volumes. Parmi ses nombreuses autres publications, citons *Nibon chūsei-no binōgyōmin to tennō* (L'Empereur et les populations non agricoles dans le Japon médiéval), Iwanami shoten, 1984 ; *Nibon shakai saikō. Kaimin to rettō bunka* (La société japonaise reconsidérée. Les gens de la mer et la culture d'archipel), Shogakkan, 1994.
3. Hamashita T. et Kawakatsu H. (dir.), *Ajia kōeki-ken to nibon kōgyōka 1500-1900* (La sphère asiatique des échanges commerciaux et l'industrialisation du Japon de 1500 à 1900), Tokyo, Libro, 1991.
4. C'est-à-dire l'interdépendance croissante, à la fois des gouvernements et des sociétés, d'Asie orientale. Le terme a été lancé par l'analyste américain Robert Scalapino, et a fait recette en Asie même. Funabashi Yōichi, un essayiste japonais très à la mode, l'a par exemple utilisé : « The asianization of Asia », *Foreign Affairs*, nov.-déc. 1993.
5. Le Japon est au premier rang mondial (avant la Suède) pour le nombre de journaux par habitant, et au troisième (après la Grande-Bretagne et l'Allemagne) pour le nombre de livres publiés, dont près de 20% sont des ouvrages de sciences sociales. Cette production n'est pratiquement pas traduite en français, sauf pour quelques romanciers connus, à commencer par les deux Prix Nobel de littérature japonais.
6. Hamashita T., *Chōkō sbisutemu to kindai ajia* (Le système du tribut et l'Asie moderne), Tokyo, Iwanami shoten, 1997 ; Kawakatsu H., *Bummei-no kaiyō-sbi-kan* (La civilisation comme histoire maritime), Tokyo, Chuōkōron-sha, 1997.
7. L'auteur fait un audacieux parallèle entre la victoire des Européens sur les Turcs à Lépante (1571) qui favorisa l'expansion maritime des premiers, et la défaite des troupes japonaises de Hideyoshi en Corée (1598) qui a coïncidé avec l'avènement des Tokugawa et donc la réorientation du pays vers la « fermeture ». On notera toutefois que ce genre d'argument est étranger aux préoccupations historiques non événementielles propres à Braudel, dont Kawakatsu se réclame pourtant.

